

## Quel « nouveau parti anticapitaliste » ? Un échange de lettre entre Raoul Marc Jennar et Daniel Bensaïd

*Lettre de Raoul Marc Jennar  
à Daniel Bensaïd*

Bonjour Monsieur,

Permettez-moi de me présenter en tout cas sur ce qui est susceptible de vous éclairer pour la suite. Je suis ce qu'il est convenu d'appeler aujourd'hui un « altermondialiste ». À mes yeux, cela signifie quelqu'un qui a pris conscience de trois évolutions récentes :

**a)** le capitalisme mondialisé étend son emprise à travers des institutions a-démocratiques qui imposent directement leurs décisions aux États : Banque mondiale, Fonds monétaire international, Organisation mondiale du commerce (OMC), Union européenne ;  
**b)** ces décisions qui affectent nos vies sont prises dans ces enceintes sur instruction des lobbies et avec la participation active des gouvernements des États membres ; ce qui signifie que l'essentiel des choix faits par nos gouvernements se réduit à la transposition dans l'ordre national de décisions prises ailleurs avec leur complicité. Un exemple spectaculaire est l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) de l'OMC dont la directive Bolkenstein est une transposition européenne, et dont la libéralisation des activités de services dans chaque État en fournit l'application ultime. On pourrait ainsi multiplier les

exemples et constater qu'on retrouve chaque fois ce système de poupées russes ;

**c)** le capitalisme détruit des vies et détruit la vie. Les logiques du profit et de l'accumulation ont des effets à la fois sur les conditions de vie et de travail des gens, mais également sur la survie des espèces, y compris l'espèce humaine, et sur le cadre de vie global. J'ai observé dans les réseaux internationaux, depuis le combat contre l'Accord multilatéral sur l'investissement (1997-1998), véritable événement fondateur de l'altermondialisme, que des militants venus chacun avec leur sensibilité (justice sociale, droits humains, écologie, protection de la santé, remise en cause de la croissance, refus du nucléaire, accès aux médicaments essentiels, protection du vivant contre le brevetage, etc.) ont découvert peu à peu qu'ils avaient un même ennemi commun : le capitalisme. Même si les réponses qu'ils apportent sont variées, force est de constater aujourd'hui que les sensibilités sociales et écologiques se rejoignent dans le constat.

Certes, beaucoup aujourd'hui se disent altermondialistes et ignorent tout, par exemple, de l'ADPIC, de la directive européenne 98/44 et de leur législation nationale sur les médicaments génériques. Pour le plus grand nombre, se dire altermondialiste signifie récuser le monde tel qu'il va et proposer une ou des alternatives. Même simplifiée de la sorte, l'étiquette continue de me convenir.

Je vous écris suite à l'entretien que vous avez accordé à *Lignes* sur le Nouveau parti anticapitaliste (NPA). Je voudrais par le biais de ce message tenter d'entamer un échange positif en prenant votre article comme point de départ. Si cet échange peut contribuer à nourrir le débat sur la création d'un nouveau sujet politique, je crois que nous n'aurons pas perdu notre temps.

J'exprimerai un premier point d'accord avec votre propos lorsque vous indiquez d'emblée que « l'implosion de l'Union soviétique n'a pas accouché du scénario de relance d'un socialisme démocratique ». J'ajouterai pour ma part que la social-démocratie non seulement n'a pas repris le rôle historique qui aurait dû être le sien à la suite de Jaurès en vue d'une transformation progressive du capitalisme jusqu'à son dépassement, mais qu'au contraire elle a exercé un rôle décisif dans l'évolution du capitalisme vers les formes qui le caractérisent aujourd'hui. On ne peut pas oublier que ce sont des acteurs politiques se réclamant du socialisme qui ont fait adopter la loi de déréglementation financière, l'Acte unique européen qui permet de remplacer l'harmonisation par la mise en concurrence, le traité de Maastricht qui consacre, fait unique dans l'Histoire, l'indépendance absolue de la banque émettrice de la monnaie à l'égard du pouvoir issu de la volonté populaire, qui interdit aux pouvoirs publics d'emprunter auprès de cette banque émettrice imposant ainsi le recours à un endettement coûteux destructeur de la capacité d'action de la puissance publique et qui intègre à l'espace européen les dispositions de l'AGCS discutées au même moment. Ce sont également des acteurs politiques porteurs de l'étiquette socialiste qui ont pris des décisions, aux sommets européens de Lisbonne (2000) puis de Barcelone (2002), rendant possibles les privatisations décidées depuis lors par la droite. On a vu le soutien du PS au traité établissant une Constitution pour l'Europe et ensuite au traité de Lisbonne dont l'entrée en vigueur interdira tout contrôle de la spéculation financière. Que la direction du PS se félicite aujourd'hui de compter parmi ses membres le directeur général de l'OMC et le directeur général du FMI en dit long sur la dérive droitière du socialisme.

Je voudrais ajouter à vos propos sur réforme et révolution qu'on peut concilier les deux termes si la succession des réformes aboutit à une transformation radicale du système telle qu'elle en devient révolutionnaire. C'est ainsi que Jaurès concevait la révolution et c'est ainsi que je crois nous devons en porter l'idéal : provoquer, par étapes successives, des transformations qui aboutissent à cet autre monde dont rêve l'immense majorité des habitants de la planète. La révolution cesse ainsi d'apparaître comme cet épouvantail destiné à empêcher tout changement de l'ordre établi. Mais elle n'est réelle que si la persévérance à transformer cet ordre ne faiblit pas. L'histoire de la social-démocratie nous enseigne que c'est là que réside le danger. Un tel projet implique dès lors le refus de toute concession à l'égard de ceux qui n'entendent pas maintenir le cap.

Il y a donc bien deux gauches : l'une qui en a renié les valeurs et les idéaux, l'autre qui les affirme haut et fort mais, legs dramatique d'un détour du mouvement ouvrier français par le léninisme et sa suite, entretient une division qui la réduit à l'impuissance.

Ceci m'amène à sceller un constat commun : on ne peut attendre que la transformation sociale, le dépassement progressif du capitalisme viennent du PS. Celui-ci ne peut en aucune façon être un partenaire dès lors que sa volonté n'est pas – n'est plus depuis longtemps déjà – de récuser le capitalisme comme l'ordre naturel des choses. Ce qui nous conduit à la nécessité de construire une authentique force de gauche, démocratique, réformiste/révolutionnaire et écologique. Ce qui force à fermer la parenthèse ouverte par le léninisme, à en récuser les méthodes (formulées dans les 21 conditions) et à entamer la construction d'un nouveau sujet politique, riche des leçons du XX<sup>e</sup> siècle et en prise avec les défis du siècle présent.

Ce qui justifie les réflexions qui suivent suite à vos propos concernant le NPA.

D'entrée de jeu, je m'inscris dans la seule perspective acceptable pour quelqu'un qui n'est pas membre de la LCR et qui entend accueillir ce projet dans un esprit de dialogue. Le NPA ne peut être qu'un dépassement de la LCR. Comme vous l'indiquez très justement vous-même, le risque est grand d'en rester à « un simple élargissement, un relookage ou une opération d'affichage et de communication ». S'il en était ainsi – et nul aujourd'hui ne peut préjuger du résultat final –, ce serait un échec cuisant pour la LCR, mais aussi, je le crois, pour l'espérance à gauche si malmenée ces dernières années. Certes, d'autres placent leurs espérances dans d'autres tentatives, mais pour le peuple de gauche, un échec d'où qu'il vienne est un échec qui s'ajoute à d'autres.

C'est la raison pour laquelle, je m'interroge sur certains de vos propos.

### **1. Rien sur l'écologie**

Je voudrais d'abord vous exprimer mon étonnement devant le silence assourdissant de votre entretien sur les questions liées à l'écologie. Pas une fois le mot même n'est employé. Je respecte le fait que vous placiez la question sociale au centre de vos préoccupations. Mais les plus humbles, les plus démunis, les plus exploités ne sont-ils pas les premières victimes des dégâts écologiques causés par les logiques du profit et de l'accumulation ?

L'eau qu'on boit, l'air qu'on respire, la nourriture qu'on mange qui ont permis à l'espèce humaine de vivre et de se développer pendant des millénaires sont aujourd'hui vecteurs de nuisances qui affectent gravement la santé et d'abord celle des plus modestes, contraints au moins cher, c'est-à-dire au plus empoisonné.

Qui sont les premières victimes des catastrophes naturelles qui se multiplient de manière exponentielle suite au changement climatique ? Il ne vous a pas échappé que non seulement dans des pays comme le Bangladesh, mais également dans une grande ville américaine comme la Nouvelle-Orléans, ce sont les plus pauvres qui sont les plus touchés. Déjà, on parle d'émigrations écologiques, comme s'il nous fallait accepter une fatalité qui n'en est pas une, mais la conséquence d'un système choisi et imposé.

Qui ne voit que c'est au nom du profit qu'on a dissimulé – les plus hautes autorités scientifiques et médicales en tête – autrefois la nocivité du plomb, hier celle de l'amiante et aujourd'hui celle des OGM ? Et que les victimes en ont toujours été les gens qui n'ont que leur travail pour vivre, sinon survivre ?

Pourquoi pensez-vous qu'on fasse silence sur ces centaines voire ces milliers de petits agriculteurs qui se suicident parce que les recours massifs de l'agro-business occidental aux pesticides et la mondialisation des échanges agricoles ne leur permettent plus de nourrir et de faire vivre leur famille ?

Qui donc, pensez-vous, seront les victimes des déchets nucléaires que nous enfouissons sans nous soucier des générations futures ?

Est-il pensable que de telles questions laissent totalement indifférent le théoricien de la LCR que vous êtes ?

Le NPA sera un échec s'il n'accorde pas une même centralité à la question sociale et à la question écologique. Elles ont la même origine et elles concernent au premier chef les mêmes personnes.

### **2. Le centralisme démocratique**

Évoquer comme vous le faites le « centralisme démocratique » relève presque d'une provoca-

tion à l'égard de celles et ceux qui sont intéressés par l'initiative de la LCR. Le centralisme démocratique tel qu'il fut appliqué – et cela seul compte, car nous n'avons que faire de superbes théories qui ne trouvent leur transcription que dans la barbarie – signifie, dans tous les cas de figure, l'arbitraire. Le centralisme est aussi peu démocratique que les démocraties étaient « populaires ».

Je n'ai aucun problème à soutenir la nécessité de règles pour garantir le fonctionnement démocratique de tout groupe organisé. Mais je ne peux accepter qu'on rejette toute réflexion sur un approfondissement des procédures démocratiques au motif que « toutes les formules prétendant à plus de souplesse informelle s'avèrent moins démocratiques » comme vous l'indiquez. Comme si les dévoiements de l'idée de participation par Ségolène Royal suffisaient pour rejeter toute tentative de renforcer la démocratie. Comme si les pratiques actuelles constituaient l'horizon indépassable de la démocratie.

Je ne suis pas de ceux qui contestent la pertinence des partis politiques. Je suis de ceux qui contestent la manière dont ils fonctionnent. Je crois que les partis politiques sont consubstantiels de la démocratie. Chaque fois qu'un espace de liberté a rendu possible le débat politique, depuis les temps les plus reculés, les citoyens se sont regroupés par affinités. Mais je ne comprends pas qu'on ne veuille pas remettre en question la manière, née il y a plus de cent ans alors même que l'instruction n'était pas encore obligatoire, dont fonctionnent aujourd'hui les partis politiques. Je ne comprends pas qu'on s'enferme dans une conception très limitée de la démocratie, une conception davantage inspirée par des modes de fonctionnement issus de la tradition militaire ou ecclésiastique.

Que représente un comité local, départemental, régional ou national au regard des membres, des sympathisants et des électeurs, au regard du peuple ? Nous sommes au XXI<sup>e</sup> siècle. Les exigences de transparence, de reddition des comptes de la part de ceux qu'on délègue et de participation du plus grand nombre sont fortes aujourd'hui comme elles ne l'ont jamais été dans le passé.

Parce qu'ils sont consubstantiels de la démocratie, les partis politiques sont consubstantiels de la crise de la démocratie. La question est celle de la délégation. Nous savons qu'elle fut au centre d'un débat majeur au moment de la rédaction de la Constitution de 1793. Et qu'elle ne fut acceptée que pourvu que deux conditions soient remplies : la révocabilité des élus et une presse vraiment libre. À juste titre, bon nombre de citoyens considèrent que la démocratie est dévoyée par l'extension de la délégation au point qu'aujourd'hui ce sont des exécutifs qui ne sont pas élus directement qui possèdent les pouvoirs et les moyens les plus grands (ex : les exécutifs supracommunaux, le gouvernement dans la V<sup>e</sup> République ou encore la Commission européenne).

Comment pourrait-on être à l'origine d'une réflexion sur la démocratie si nous sommes nous-mêmes figés dans des pratiques qui reproduisent les limites de la démocratie telle qu'elle fonctionne aujourd'hui en France, un des pays les moins démocratiques d'Europe ?

Certes, et je suis également attaché à cela, le souci de démocratie ne peut pas aboutir à une dépossession de la capacité de décider, à l'incursion de décideurs qui ne s'engagent à rien. Je suis donc en faveur d'une organisation qui fonctionne avec des femmes et des hommes que leurs décisions engagent personnellement. Mais il nous faut réfléchir à la manière de satis-

faire la nécessité de transparence et de participation à la délibération. Il n'y a pas d'avant-garde éclairée, de direction qui sait et de militants qui doivent suivre aveuglément, en faisant confiance, manipulés au gré des tactiques décidées en haut lieu. Ça, c'est terminé. Le XX<sup>e</sup> siècle nous apprend que les courants politiques qui ont le plus invoqué l'émancipation sont ceux qui ont traité le plus leurs adhérents en sujets, qui ont érigé le secret et souvent le mensonge en pratiques courantes, qui ont manifesté une méfiance quasi systématique à l'égard de leurs propres militants.

Si on veut que les militants deviennent des acteurs dans leur milieu de vie, si on veut qu'ils soient sources pertinentes d'information pour les sympathisants et les électeurs, ils doivent être aussi complètement informés que ceux à qui ils ont confié momentanément des pouvoirs, ils doivent être avertis des enjeux et des termes du débat qui a précédé le choix et des raisons de ce choix auquel ils ont dû participer.

La démocratie n'est pas une pratique figée. Les limitations apportées à la souveraineté populaire par la délégation doivent s'adapter aux exigences de ceux qui délèguent. Dans une démocratie, la fonction la plus importante, c'est celle de citoyen. Ce qui suppose que celui-ci dispose des moyens d'agir en conscience, dûment informé. La démocratie citoyenne, c'est beaucoup plus que la démocratie d'opinion que je condamne comme vous.

Le NPA sera un échec s'il reproduit à l'identique les modes de fonctionnement actuels des partis en général, et de la LCR en particulier, si aucun effort n'est fait pour mettre la délégation sous contrôle.

### **3. Les constituants du NPA**

« Il nous faut discuter avec des groupes locaux du Parti communiste, avec Alternative liber-

taire, avec la minorité de LO, etc.», écrivez-vous. C'est tout? Ce n'est que ça?

Il me semble que la grande masse de celles et de ceux qui doivent contribuer à construire un nouveau sujet politique sont résumés dans cet « etc. » terriblement réducteur? Pensez-vous qu'un tel objectif doit se limiter aux disciples de Lénine et de Bakounine, si respectables puissent être ces disciples?

On ne peut pas prendre à la légère ce que vous exprimez. Il va de soi que si toutes celles et ceux qui sont résumés dans votre « etc. » ne sont dans votre esprit que ce qu'ils sont dans votre expression, cela ne vaudrait même plus la peine de poursuivre le dialogue. Il m'importe de savoir si une formulation aussi réductrice révèle une intention réelle: dans la création du NPA, celles et ceux qui ne sont ni communistes ni anarchistes ne seraient qu'un complément dérisoire.

Il me semble urgent de préciser votre pensée. Et d'indiquer dans quelle mesure elle engage la LCR.

Le NPA sera un échec s'il ne doit son existence qu'à l'élargissement de la LCR à des communistes et des anarchistes.

#### 4. Les libertés fondamentales

Je n'ignore pas votre héritage historique et la lutte contre le despotisme bureaucratique qui fut celle des vôtres, mais il me semble nécessaire de rappeler, non pour exprimer une divergence, mais pour souligner de possibles convergences, à quel point des gens comme moi sommes attachés aux libertés fondamentales telles qu'elles ont émergé depuis la *Magna Carta* jusqu'à la Déclaration universelle des droits de l'Homme et les conventions internationales qui la précisent. Nous avons démontré ensemble que la « charte européenne des droits fondamentaux » ne pouvait en aucune

façon nous satisfaire parce qu'elle ignorait très largement les droits collectifs indisociables des droits individuels.

Je voudrais pour ma part souligner quatre libertés qui me semblent, dans le monde tel qu'il est aujourd'hui, mériter notre attention et notre engagement :

**a)** la liberté de ne plus vivre dans la peur : trop de populations, sous toutes les latitudes y compris chez nous, vivent dans la peur : la peur des agressions individuelles, mais aussi la peur du contremaître (mais oui, le XIX<sup>e</sup> siècle continue dans bien des usines et des ateliers, clandestins ou non), la peur de toutes les formes d'exclusion, la peur des agents de sécurité privés ou publics, du poids du crime organisé, des puissants du régime. Cette peur est une réalité massive dans bien des pays occidentaux comme dans beaucoup de pays dits du Sud ; elle est souvent passée sous silence, car elle est la moins visible. Elle imprègne la vie des milliards de personnes sur notre terre ; elle constitue une agression intolérable contre la dignité qui est en chaque être humain ;

**b)** la liberté de ne plus vivre dans la misère : je ne crois pas devoir élaborer. La misère prive tout être humain de la capacité d'exercer tous les droits qui lui sont reconnus. Et cette misère, dans un monde qui n'a jamais produit autant de richesses, ne régresse que trop lentement et frappe des couches nombreuses des populations du Sud et du Nord ;

**c)** la liberté d'expression : aucune concession ne peut être tolérée en ce qui concerne cette liberté et il me plaît de rappeler cette superbe réaction de Rosa Luxemburg à la manière dont se déroulaient les événements dans la Russie de Lénine : « la liberté, c'est d'abord la liberté de celui qui pense autrement » ;

**d)** la liberté de culte, c'est-à-dire à mes yeux, la laïcité qui elle seule garantit la liberté de croire

ou de ne pas croire et neutralise l'espace public qui est l'espace commun où la liberté des uns ne peut aggraver celle des autres. La remontée en puissance du fait religieux doit nous faire devoir d'expliquer que la laïcité est la forme la plus organisée de la tolérance.

Je crois qu'il ne suffit pas de rappeler le rôle historique des vôtres contre le stalinisme et le socialisme bureaucratique pour offrir des garanties sur l'attachement incontournable à ces libertés. Concéder sur les libertés, c'est admettre que la fin justifie les moyens, alors que la fin est déjà dans les moyens.

Le NPA sera un échec s'il ne lie pas étroitement sa volonté de transformation démocratique, sociale et écologique à l'absolue nécessité de conquérir ces libertés – car pour l'immense majorité des humains elles restent à conquérir – et d'en assurer la pérennité.

Il ne vous échappe peut-être pas que parmi ceux qui ont initié le « non » de gauche au TCE en octobre 2004, je suis un des rares à ne pas rejeter d'emblée l'opportunité offerte par la décision de la LCR de se transformer. Cela ne signifie pas que je sois naïf ou ingénu. Je respecte l'histoire et la culture des militants de la LCR ; mais celles et ceux qui pourraient participer avec eux à la création d'un nouveau sujet politique ont droit aux mêmes égards. Et réciproquement. Votre entretien nous donne la mesure de la difficulté de la tâche.

Bien cordialement,

Raoul Marc Jennar, avril 2008

*Réponse de Daniel Bensaid  
à Raoul Marc Jennar*

Cher Raoul-Marc Jennar,

Je viens de recevoir ta (je me permets de te tutoyer) lettre d'interpellation à propos de l'entretien paru dans la revue *Lignes*, et je t'en remercie chaleureusement. Elle aborde en effet les questions de fond que nous considérons nécessaires de discuter si nous voulons collectivement avancer, au lieu de se réfugier derrière des procès d'intention pour s'y dérober. Je vais donc tenter de répondre aux quatre interrogations majeures qu'elle soulève, plus brièvement qu'il ne serait nécessaire, étant à la veille d'un départ à l'étranger. Mais je souhaite faire auparavant quelques commentaires à propos de ton texte (« Gauche de gauche, comment je vois les choses ») dont elle apparaît le prolongement logique.

**1.** Tu écris que les 125 propositions n'étaient ni un projet de société ni un programme présidentiel, mais plutôt un catalogue d'intentions pour un programme gouvernemental, et qu'elles « contenaient des incohérences nées d'une volonté de concilier des points de vue relevant de conceptions très éloignées de l'économie dans la société ». Bien que ce soit vrai dans une large mesure, cela n'a pas été le principal obstacle à l'aboutissement d'une candidature unitaire. La discussion pouvait continuer, éventuellement avancer, ou du moins clarifier les compromis raisonnables pour une campagne unitaire sur les formulations concernant, entre autres, le nucléaire ou les salaires. Mais tes remarques renvoient à une question plus générale, celle de la différence entre le programme stratégique sur lequel se rassembler pour construire une force (parti ou mouvement peu importe) dans la durée, et une

plate-forme pour une alliance électorale pour laquelle des compromis sont nécessaires. Toute la question est, bien sûr, d'évaluer si ces compromis permettent de faire un pas dans le bon sens ou s'ils ajoutent à la confusion. Quand tu écris qu'il faut en tirer la leçon « qu'on ne peut rassembler au-delà d'une même vision globale du futur », cette formule peut valoir pour la construction d'une organisation assez solide pour ne pas se déchirer à la première épreuve, mais elle risquerait d'être maximaliste s'il s'agit d'accords ponctuels pour une campagne électorale.

Cela dit, il est vrai que l'antilibéralisme est un vaste titre qui peut couvrir des projets politiques différents et parfois opposés : ceux qui entendent seulement corriger les excès d'un capitalisme débridé, et ceux qui voient dans la critique du libéralisme le début d'une prise de conscience devant conduire à la critique du capitalisme. Face à une crise qui exprime un capitalisme pur, comme le dit Michel Husson, la lutte conséquente contre le libéralisme ne peut être conséquente que si elle va aux racines de la logique dont il n'est qu'une modalité, autrement dit si elle va jusqu'à un anticapitalisme « décomplexé » (pour reprendre un mot à la mode). C'est pour nous le sens de ce que nous appelons des revendications transitoires qui partent des méfaits sociaux des politiques libérales (en matière de revenus, de précarité, de santé publique, d'éducation, etc.), pour engager des luttes conduisant à remettre en cause le despotisme de marché et le pouvoir de la propriété privée. En revanche, ceux qui font de l'antilibéralisme un programme minimum indépassable et établissent une coupure entre antilibéralisme et anticapitalisme en viennent logiquement à auto-limiter la dynamique des luttes pour rendre possible une large alliance antilibérale.

Cette démarche n'est pas étrangère aux illusions sur « la gagne », évoquées dans la suite de ton texte, qui ont eu cours dans le débat de 2006 sur les candidatures unitaires.

**2.** Les termes de ton texte confirment la crainte que nous avons maintes fois exprimée tout au long de l'année 2006 concernant les ambiguïtés à clarifier sur les relations avec le Parti socialiste. Tu dis, en effet, qu'au sein des collectifs, « certains partageaient la conviction [je dirais l'illusion] que le PS pouvait modifier son orientation néolibérale ». D'autres, dont toi-même, étaient convaincus qu'il y avait bien deux gauches, inconciliables et non synthétisables. Nous en sommes bien d'accord, et il ne s'agit pas d'une simple différence de pronostic ou de pari sur ce que peut ou ne peut pas faire le PS, mais bien d'analyse sur les raisons sociales et politiques de sa mue néolibérale et de son alignement, si laborieux soit-il, sur la social-démocratie européenne néolibéralisée (New Labour, Nouveau centre, Parti démocrate italien, etc.). Le problème, comme tu le reconnais, c'est que les premiers (les illusionnés) l'ont emporté. Reste que nous partageons ta conclusion : « Il ne peut y avoir de rassemblement d'une gauche de gauche en dehors d'un constat non équivoque : le PS comme tel n'est pas un partenaire pour la transformation sociale. » C'est bien ce que nous traduisions quand nous faisons de l'indépendance vis-à-vis du Parti socialiste, et du refus de participation gouvernementale ou de coalition parlementaire en cas de victoire de sa candidate, une condition à une candidature unitaire aussi nécessaire qu'un accord solide sur une plate-forme de campagne. L'enjeu de cette élection présidentielle et des législatives à suivre étant de donner un président et une majorité de gouvernement au pays, il était clair que ce que nous avons fait dans les

luttons sociales, contre les privatisations, sur les sans-papiers, ou dans la campagne pour le « non » au traité constitutionnel, était ségo-incompatible.

**3.** Tu sembles penser que ce désaccord sur les rapports avec le Parti socialiste (qui n'est pas seulement d'évaluation mais aussi d'orientation puisque la suite a confirmé, à l'occasion des municipales notamment, la dépendance du Parti communiste envers son allié hégémonique) résultait de l'illusion que la possibilité de gouverner « était à portée de la main », et que la coalition unitaire du « non » de gauche « pouvait se substituer au PS comme premier parti de gauche ». L'illusion était lourde, en effet, et ne pouvait s'étayer de rien de raisonnable pour peu qu'on analyse les rapports de forces sociaux, le résultat des luttes, les dynamiques électorales. Le seul élément susceptible de l'entretenir était la victoire du « non » l'année précédente. Comme toi, je ne sous-estime pas l'importance et les effets différés (et toujours pas épuisés) de cette campagne. Mais une campagne unitaire de rejet lors d'un référendum (le « non » agrège par nature des motivations fort disparates qui ne sont pas transférables dans un programme pour une élection présidentielle. Tu rappelles que la griserie compréhensible de cette victoire remportée de haute lutte a fait oublier à certains qu'il y avait un « non » de droite (probablement minoritaire au sein du « non », mais difficile à évaluer). Mais surtout, le « non » de gauche s'est fracturé dès le congrès et la synthèse du congrès socialiste du Mans. La logique était dès lors évidente. Et tu as tout à fait raison d'écrire qu'aux législatives « nous aurions été dans le meilleur des cas en position de négocier une participation gouvernementale, ce qui signifiait la reconduction de la gauche plurielle ».

La question était donc bien de savoir si cette hypothèse était acceptable ou non, et pour qui. C'est ce que nous avons demandé en vain de clarifier préalablement à une campagne unitaire, n'étant pas prêts à mener campagne et à mouiller la chemise pour un candidat ou une candidate susceptible de se retrouver le lendemain sur strapontin ministériel dans un gouvernement de gauche plurielle. Certains ont alors estimé que nous étions exagérément méfiants. La suite nous a plutôt convaincus que cette méfiance était largement fondée. Toi-même le confirmes : « Nous avons indiqué que nous refuserions cette perspective, mais il était manifeste que ce n'était la position ni du PCF, ni de certains altermondialistes, comme la suite des événements l'a mis en évidence. Il y avait dans nos rangs des gens prêts à collaborer avec le PS. Nous n'aurions donc été dans l'hypothèse la plus favorable, que l'élément d'appoint du PS. »

**4.** Sur la situation présente, tu avances qu'il faut répondre à « l'urgence sociale » et à « l'urgence écologique » (nous en sommes bien d'accord) par « une ambition crédible », en étant les « porteurs d'un projet pour une autre société » et « la force qui se crée autour des luttes à la fois de résistance au capitalisme et d'alternative à ses pratiques ».

C'est bien à ce défi que notre initiative pour un nouveau parti tente d'apporter une réponse. La troisième exigence que tu formules demanderait davantage de discussion : « Nous devons construire une force en capacité d'influencer : nous ne devons pas lutter pour le pouvoir, nous devons lutter pour avoir du pouvoir, c'est-à-dire de l'influence, une influence telle qu'elle oblige les autres à changer. » Nous restons convaincus pour notre part que pour changer sérieusement les rapports sociaux, ou pour opposer un logiciel social du bien commun, de

la solidarité, du service public, au despotisme des marchés, il faut aussi changer le pouvoir et les institutions. La lutte sociale est une lutte de pouvoir. Il y a certes une pluralité des rapports de pouvoir. Mais le pouvoir politique concentré dans l'État n'est pas l'un quelconque parmi d'autres. À vouloir éviter de poser la question, en faisant d'impuissance vertu (« changer le monde sans prendre le pouvoir », selon la formule de John Holloway), on finit par se contenter d'un rôle de groupe de pression sur les forces politiques ou les institutions existantes, sans répondre aux défis auxquels se trouvent confrontés aujourd'hui les peuples de Bolivie, du Venezuela, et plus généralement en Amérique latine.

Cette discussion a déjà fait l'objet de nombreuses polémiques dans la revue *Contretemps* (et plus récemment avec ma recension du livre de Holloway dans le n° 2 de la *Revue internationale des livres et des idées*, novembre 2007). L'ambiguïté, entre nous, réside dans ce que tu entends par influencer. S'agit-il de limiter « l'ambition crédible » à se contenter d'un rôle de groupe de pression, influent mais résigné à rester minoritaire, sur des alliés ? Ou bien, s'agit-il de se donner les moyens, avec la patience nécessaire, de modifier les rapports de forces, y compris entre les « deux gauches » ? C'est alors du vaste débat sur la question de l'hégémonie qu'il s'agit, et des médiations pour y parvenir : quelles alliances en fonction de la situation concrète et du rapport de forces concret. Cette discussion est largement ouverte, inutile de le rappeler, tant avec nos éventuels partenaires, qu'au sein même de l'actuelle LCR.

**5.** À ceux qui, au lieu d'engager la discussion sur le fond (quel programme ? quelles alliances ? quel type d'organisation), se défont en répondant à la proposition de la Ligue par un *a priori* de méfiance et de crainte, tu

réponds, et nous nous en réjouissons : « Pour quoi décider immédiatement que ce n'est qu'une opération de ravalement ? » Nous sommes bien conscients que nous pouvons échouer, ou ne réussir que partiellement, et que le résultat serait alors un échec, non seulement pour nous (car nous prenons un risque et nous aurions à payer le prix de cet échec alors qu'il aurait été plus confortable de gérer boutiquièrement le train-train), mais aussi pour tous ceux et celles qui, en boudant, auront refusé de prendre leurs responsabilités. Ton texte se conclut sur « une série de questions à poser aux dirigeants de la LCR sur le projet politique, sur les modalités de son élaboration et de son approbation, sur la manière dont elle va prendre en compte les différentes cultures politiques des militants qu'elle souhaite rassembler et sur le mode de fonctionnement de la nouvelle formation politique. » J'imagine que l'interpellation personnelle que tu m'adresses à propos de l'entretien paru dans la revue *Lignes* s'inscrit dans cette démarche. J'y réponds volontiers, en précisant toutefois que je ne suis membre d'aucune instance dirigeante de la LCR. Il s'agit donc d'une réponse personnelle qui n'engage que moi.

Tu commences par te présenter comme militant altermondialiste, en résumant ce que cet engagement signifie pour toi de lutte contre le capitalisme mondialisé et ses institutions. Tu estimes que « l'étiquette, même simplifiée, continue de te convenir ». Nous avons, en tant qu'altermondialistes, mené nombre de combats communs, contre l'AMI, contre les accords AGCS, sur la dette, mais aussi contre la guerre et contre le traité constitutionnel européen. Ce n'est pas rien. Je ne renie pas non plus l'étiquette. Je souligne seulement que le mouvement alter est une nébuleuse, qui est loin d'avoir épuisé ses possibilités et son rôle,

mais qui se trouve à un tournant de sa jeune histoire, dès lors que les mouvements sociaux qui le constituent se trouvent confrontés à des questions politiques brûlantes, internationales et nationales. Dans ce mouvement se côtoient Lula et Chavez, des syndicats favorables au traité constitutionnel et des syndicats opposés, des partis qui votent les expéditions militaires en Irak ou en Afghanistan, et d'autres qui s'y opposent. Les forums sont un cadre de rencontre et d'échange. Ils constituent un point d'appui et une rampe de lancement pour des campagnes unitaires, comme sur l'AMI, la circulaire Bolkenstein, ou encore pour l'impulsion des manifestations anti-guerre de février 2003. Nous devons donc œuvrer à ce qu'ils continuent, sans que les désaccords n'y soient pas étouffés par le consensus. Mais il ne faudrait pas, sous prétexte de l'usage commode du singulier – le mouvement alter –, ignorer son hétérogénéité et les contradictions qui le traversent.

En estimant que la transformation sociale ne peut en aucune façon venir du PS, et qu'il ne saurait être un partenaire dans une telle perspective [bien qu'il puisse être un allié dans des campagnes et des mobilisations concrètes], tu reprends les termes de ton précédent texte pour en conclure « qu'il y a donc bien deux gauches » (au moins) : « L'une qui a renié ses valeurs et ses idéaux, l'autre qui les affirme haut et fort mais, legs dramatique d'un détour du mouvement ouvrier français par le léninisme et sa suite, entretient une division qui la réduit à l'impuissance ». Cette formulation soulève nombre de questions à la fois.

D'une part, ce que tu appelles « léninisme », je l'appelle stalinisme, le terme même de léninisme ayant été forgé à partir du rapport de Zinoviev au V<sup>e</sup> congrès de l'IC pour légitimer la campagne de « bolchevisation » bureau-

cratique. Plus généralement, la pensée politique de Lénine, si mal connue et si souvent dénaturée, mériterait un débat plus sérieux, en revisitant (entre autres) les contributions de ton compatriote Marcel Liebman sur « le léninisme sous Lénine », ou plus récemment le livre monumental de Lars Lih.

D'autre part, il me semble discutable de considérer l'histoire du mouvement ouvrier pendant les trois quarts du XX<sup>e</sup> siècle comme un simple « détour » (« léniniste » ou stalinien), après lequel il serait possible d'en revenir à une voie normale (laquelle ?) en faisant tourner à l'envers le film du congrès de Tours. Le XX<sup>e</sup> siècle a eu lieu. On ne peut pas le mettre entre parenthèses (cette « parenthèse, ouverte par le léninisme », dont tu parles). Force nous est de nous expliquer avec son héritage. Quant aux 21 conditions d'adhésion à l'Internationale communiste, il ne s'agit évidemment pas d'un texte biblique hors du temps. Nombre de ces conditions seraient aujourd'hui anachroniques. J'ai exposé, il y a fort longtemps déjà (dans *La Révolution et le Pouvoir*, Stock, 1976), les conditions d'adoption de la vingt et unième condition et sa logique désastreuse de scission mécanique dans certains partis socialistes. Mais la fonction globale de ce texte, relu dans son contexte, était d'opérer une ligne de partage stratégique nécessaire face aux défis majeurs de la guerre et de la révolution.

Pour notre discussion, le point de départ reste donc « la nécessité de construire une authentique force de gauche, démocratique, réformiste/révolutionnaire, et écologique ». Je ne reviendrai pas ici sur la question des rapports entre réforme et révolution abordée dans l'entretien de *Lignes*. Nous luttons quotidiennement pour des réformes, et aujourd'hui souvent pour des réformes d'autant plus modestes et élémentaires que les rapports de

forces sont dégradés et que les mobilisations sont au début défensives. Il n'y a donc aucune muraille entre la lutte pour des réformes concrètes et un projet de transformation révolutionnaire de la société. Il y a en revanche un débat stratégique qui oppose une orientation théorisée, «le réformisme», qui prétend contenir ces réformes dans les limites compatibles avec la tolérance du système, et ceux (dont nous sommes) qui les considèrent comme un tremplin vers la remise en cause de ce système en tant que tel. J'en viens donc aux quatre questions que tu poses : l'écologie, le centralisme démocratique, les constituants d'un nouveau parti anticapitaliste, les libertés fondamentales.

I. «Rien sur l'écologie», écris-tu, et tu t'étonnes (ou t'indignes) du «silence assourdissant» de mon entretien dans *Lignes* sur les questions liées à l'écologie. Je pourrais ajouter que, si je m'en souviens, il n'y a pas grand-chose non plus sur le féminisme, car il ne s'agit pas d'un texte programmatique ou d'un manifeste prétendant aborder toutes les positions fondamentales du parti que nous souhaitons construire. Il serait donc utile de clarifier avec qui s'engage notre discussion, avec la Ligue en tant qu'organisation, ou avec moi en tant qu'individu, ou avec les deux. Je ne me crois pas tenu, pour ma part, de répéter dans chaque entretien portant sur une question précise (en l'occurrence : pourquoi et comment un nouveau parti, et pourquoi maintenant ?), l'intégralité des positions programmatiques, que je partage et fais miennes sur l'essentiel, adoptées en congrès par l'organisation dont je suis membre.

S'il s'agit de la Ligue, donc, sa préoccupation et son engagement sur ces questions sont aisément vérifiables. Ils sont exprimés dans son manifeste, dans les brochures et articles

produits par sa commission écologie, par sa participation au collectif contre le nucléaire, aux mobilisations contre le stockage des déchets, aux campagnes sur l'eau, contre les OGM, etc. On peut estimer qu'elle n'en fait encore pas assez. Raison de plus pour avancer vers un nouveau parti, plus fort, qui aurait davantage de ressources pour mener de front tous les combats sociaux, écologistes, féministes nécessaires.

Si ton interpellation m'est personnellement adressée, non seulement je ne sous-estime pas la question et ses enjeux, mais elle m'apparaît, avec le développement des inégalités et de l'exclusion sociale, comme la seconde (pas en ordre d'importance mais sur un pied d'égalité) manifestation de l'irrationalité croissante d'un système régi par la loi de la valeur, dont Marx avertissait dès les *Grundrisse* qu'elle deviendrait une mesure de plus en plus «misérable» du monde. Et il est bien évident, comme tu le rappelles, que les premières victimes de la crise écologique, qu'il s'agisse du changement climatique, de la pollution urbaine, du stockage des déchets, sont les plus exploités et les plus vulnérables. Autrement dit que l'écologie est sociale, ou qu'elle n'est pas. J'entends bien que nous ne sommes pas tenus de connaître l'intégralité des idées et écrits les uns des autres dans une société où nous sommes submergés d'informations. Mais si tu souhaitais vérifier que ma réponse n'est pas de circonstance, tu pourrais te reporter à la troisième partie («Les tourments de la matière»), de mon livre *Marx l'intempestif* (1995), au chapitre «Critique de l'écologie politique» dans *Le Sourire du spectre* (2000), au chapitre sur «La mal-mesure écologique» dans *Un monde à changer* (2003), ou plus récemment à mon petit livre *Les Déposés* (2007). J'anime par ailleurs la revue *Contre-temps* qui a consacré deux numéros entiers à

la question (le n° 4, «Critique de l'écologie politique», et le n° 21, «Crise, croissance, développement»), sans compter un numéro sur la question des sciences et de l'expertise, de nombreux articles (de Jean-Marie Harribey notamment), et des recensions de travaux (de José Manuel Naredo, John Bellamy-Foster, David Harvey, Paul Burkett) encore, hélas, méconnus en France.

II. Tu vois dans mon évocation du «centralisme démocratique» une quasi «provocation» à l'égard de ceux et celles qui seraient intéressés par la démarche de la LCR. Provocation, peut-être, mais une provocation sérieuse qui vise à provoquer le débat. Et le fond du débat, c'est précisément la démocratie. Je sais bien, et je le sais d'expérience, que la formule du «centralisme démocratique» (comme celle de la dictature du prolétariat) s'est chargée d'un sens péjoratif et s'est irréversiblement confondue sans doute avec le centralisme bureaucratique qui a prétendu l'incarner, et qui, comme tu le dis fort bien, était «aussi peu démocratique que les démocraties étaient populaires». La question qu'elle cherchait initialement à résoudre n'en reste pas moins posée, dans un contexte fort différent. Ce qu'entend souligner ma provocation c'est que la démocratie et une certaine centralisation nécessaire, non seulement ne sont pas antinomiques (comme on le croit trop souvent), mais complémentaires. Elles sont en réalité la condition l'une de l'autre.

Ce qui m'importe dans note échange, c'est que tu considères «les partis politiques consubstantiels à la démocratie», que tu sois «en faveur d'une organisation qui fonctionne avec des hommes et des femmes que leurs décisions engagent personnellement», et que tu soutiennes «la nécessité de règles pour garantir le fonctionnement démocratique de



tout groupe organisé». C'est là une bonne base pour aborder les problèmes à résoudre. Cela pourrait sembler des évidences de bon sens. Mais le bon sens n'est pas aujourd'hui la chose du monde la mieux partagée. Et le mot même de démocratie s'est chargé de bien des contenus différents ou contradictoires. Pour dire les choses clairement, ma préoccupation, c'est la transformation de l'espace public de débat contradictoire en simple marché aux opinions, le remplacement du vote par les sondages, l'instauration au nom d'une démocratie participative usurpée d'une démocratie passive purement consultative (par clip), la transformation des partis de militants en partis d'écuries et de clientèles présidentielles (les adhérents à vingt euros du PS, qui adhèrent pour voter et non plus pour militer).

Pourquoi un certain degré et une certaine forme de centralisation sont, non pas contradictoires, mais consubstantielles à la démocratie? D'une part, parce qu'il importe, en démocratie, que la discussion ait un enjeu, qu'elle aboutisse à une décision qui engage les participants, sans quoi elle se limite à un simple bavardage de comptoir ou à un échange d'opinion après lequel chacun rentre dans son quant à soi. D'autre part, parce que faire ensemble ce qu'on a décidé est la seule manière d'en éprouver la justesse ou d'en corriger les erreurs. C'est un principe élémentaire de responsabilité, et il est impossible de tirer collectivement le bilan d'orientations que l'on n'a même pas essayé d'appliquer collectivement, chacun se renvoyant alors la responsabilité des échecs. Enfin, parce que la politique est une question de rapports de forces, et pas seulement de pédagogie, et qu'il faut pouvoir dans certains cas (pas toujours) peser de toutes ses forces sur un point pour faire bouger les lignes. Ce d'autant que nous vivons dans une société soumise à des rapports

de domination matériels et idéologiques, dans laquelle la lutte se livre à armes (très) inégales.

Tout ceci laisse ouvert un vaste champ de possibilités à discuter concernant ce que tu appelles «l'approfondissement des procédures démocratiques». Sur quoi insistes-tu précisément à ce propos? «La transparence»? «La reddition des comptes»? Bien sûr. Pour la transparence, les moyens de communication téléphoniques et informatiques sont un précieux outil, à double tranchant, bien sûr, comme toute technologie. Certains peuvent croire qu'il suffit de cliquer sur une souris sans bouger de chez soi pour avoir agi. Mais ces moyens permettent surtout un échange horizontal permanent d'informations et d'opinions qui brise ce qui fut toujours l'une des sources du pouvoir bureaucratique, le monopole de l'information. Que cent fleurs et mille réseaux s'épanouissent donc, comme l'aurait dit le président Mao. Sur la reddition des comptes, les principes aussi sont clairs: le mandataire est responsable et révocable par ses mandants, dans une organisation politique, comme dans une organisation de masse (et comme ce devrait être aussi le cas dans les institutions). Mais pour que ce principe de responsabilité soit effectif, il faut que la décision collective soit contraignante pour son ou ses porte-parole (donc qu'il y ait une forme de centralisation).

Ceci me permet d'éclairer une phrase («toutes les formules prétendant à plus de souplesse informelle s'avèrent moins démocratiques») que tu me reproches comme si elle impliquait un refus de réfléchir sur les procédures démocratiques. Pas du tout. Je veux seulement dire que les formules de délégation «informelles» sont les pires précisément parce qu'elles sont incontrôlables, qu'il s'agisse de la cooptation par les médias de «porte-parole» mandatés par personne, de l'abus de parole

de certains porte-parole, ou de porte-parole autoproclamés dans le tumulte d'assemblées propices à la démagogie. Nous en avons tous bien des exemples en tête.

Ma préoccupation ne vise pas le moins du monde à dénigrer une expérience participative comme celle de Porto Alegre. Je l'ai vue naître dès 1984, avant même qu'elle ne se systématiser et ne prenne le nom de «budget participatif». Les comités du budget participatif ont constitué une source de légitimité parallèle à celle de la municipalité. Ils étaient habilités, non seulement à émettre une opinion, mais à intervenir dans la procédure de décision. Cette expérience démocratique reste précieuse, quelles qu'en aient été depuis les suites, et elle n'a en tout cas rien à voir avec la démocratie purement consultative que Ségolène Royal présente comme «participative»: «Faites vos vœux, je ferai la synthèse.»

Tu dis que la question décisive est celle de la délégation. J'ajouterai: et de la professionnalisation de la politique. Une certaine forme de délégation (à moins d'imaginer la démocratie grecque restreinte à la dimension de la cité) est inévitable. La question nous ramène donc à celle du contrôle des délégués, de la reddition des comptes, de la révocabilité. Mais la déprofessionnalisation, si elle peut être difficile, est non moins importante. Elle passe bien sûr par des mesures élémentaires de rotation et de non-cumul des mandats, mais dépend à long terme d'une transformation radicale de la division sociale du travail qui est la raison de fond des tendances bureaucratiques affectant toutes les organisations politiques, syndicales, associatives, sans parler des administrations et appareils d'État, dans les sociétés modernes.

Toutes ces discussions nécessaires sont relativement indépendantes de la notion d'avant-

garde. Le mot lui-même, qu'il s'agisse des avant-gardes politiques ou artistiques appartient typiquement au lexique de la modernité, et sans doute a-t-il vieilli avec lui. Si tu entends par là, l'avant-garde éclairée qui incarne la conscience face à une masse arriérée et inconsciente, ou une avant-garde maîtresse d'école, ou une direction que les militants doivent suivre aveuglément, certainement, « c'est terminé ». Mais le vrai problème est ailleurs, dans la nécessité ou non d'une organisation, d'une médiation politique spécifique, distincte du mouvement social. Une telle organisation a pour moi une fonction différente d'un syndicat ou d'une association dont la fonction est spécifique : ainsi les sans-terre du Brésil ne se sont pas sentis tenus de prendre position sur la réforme des retraites, leur fonction spécifique étant la lutte pour la réforme agraire. En revanche, un parti (quel que soit le nom dont on l'affuble) porte une mémoire collective et a pour fonction de proposer un projet pour la société qui synthétise la diversité des luttes sociales et dépasse leurs particularismes ou leurs corporatismes. De ce point de vue, on pourrait presque dire que tous les partis – y compris les partis réformistes de masse – sont une « avant-garde » dès lors qu'ils se délimitent, adoptent des statuts, tiennent des congrès, et adoptent des orientations qui ne sont pas le simple reflet de l'opinion ou du sens commun.

Reste que, si on clarifie ce que nous entendons être la fonction d'un parti et les règles démocratiques qui le régissent, le mot importe peu.

**III.** Sur « les constituants du nouveau parti », tu t'inquiètes d'une formule de l'entretien dans *Lignes* : « Il nous faut discuter avec des groupes locaux du Parti communiste, avec Alternative libertaire, avec la minorité de LO, etc. ». Tu soupçonnes cet « etc. » d'exprimer un dédain ou un mépris « de la grande masse de celles

et de ceux qui doivent contribuer à construire un nouveau sujet politique », et qui seraient résumés par ce terme « terriblement réducteur ». À quel propos la phrase incriminée intervient-elle dans l'entretien ? À propos de l'interrogation inverse qui nous est souvent faite. On nous demande en effet si s'engager dans la construction d'un nouveau parti n'est pas une mission impossible dès lors qu'il n'y a pas pour partenaires des courants ou organisations nationaux. Certains nous reprochent même, en construisant seulement « par en bas », de vouloir contourner ou ignorer les forces et les réalités dans la gauche diverse réellement existante. Et il est vrai, contrairement à tes craintes, que les collectifs pour le nouveau parti qui se forment rassemblent, du moins pour le moment, principalement ou exclusivement beaucoup d'« etc. », c'est-à-dire des inorganisés, des jeunes dont c'est le premier engagement, des écologistes de la décroissance, des syndicalistes, des membres individuels d'autres organisations, du Parti communiste, des Verts, voire du PS.

Ce que je voulais préciser, c'est donc que nous n'avons pas renoncé à ébranler les conservatismes et à faire apparaître des partenaires, mais qu'en l'état actuel des choses, nous n'allions pas rester les bras croisés en attendant de les convaincre de constituer des cartels au sommet. Nous tentons d'initier la dynamique par en-bas, avec les « anonymes » dont parle souvent Olivier, sans subordonner notre initiative aux tergiversations des uns ou des autres. Mais nous ne renonçons pas pour autant à proposer la discussion à toutes les organisations, locales ou nationales, grandes ou petites, qui envisageraient de discuter sérieusement sur le fond d'un programme et de modalités démocratiques d'organisation sur une base d'indépendance envers le Parti

socialiste et sa politique social-libérale.

Il ne s'agit donc nullement de réduire le projet de nouveau parti au périmètre des « disciples de Lénine et de Bakounine », ni de considérer comme un « complément dérisoire » ceux qui ne sont ni anarchistes ni communistes. Si nous réussissons, il est probable que la majorité des militants d'une nouvelle génération viendront sans expérience ni référence préalable, en fonction de ce que nous faisons, ici et maintenant, dans la situation concrète. Quant aux héritages, il ne s'agit pas de les abolir (car la mémoire des expériences passées, heureuses et malheureuses, est nécessaire en politique), mais de les dépasser, de les transformer, à travers des expériences nouvelles et la rencontre de cultures et de générations différentes.

**IV.** Ta quatrième remarque souligne « quatre libertés » qui te semblent « mériter notre attention dans le monde tel qu'il est » : la liberté de ne plus vivre dans la peur, celle de ne plus vivre dans la misère, la liberté d'expression, et la liberté de culte. La liberté de ne plus vivre dans la misère implique que le droit à l'existence (proclamé premier par la Constitution de l'An II), ou « droit de nécessité », ou « état d'urgence sociale », prime sur le droit de propriété, qu'il s'agisse du logement, de l'eau, de la terre, du revenu. La liberté d'expression est pour nous un principe non négociable, aujourd'hui comme demain, le problème restant les moyens effectifs de cette liberté dans une société où l'accès aux moyens de communication est plus inégal que jamais, ce qui nous ramène encore à la question de la propriété. La liberté de culte est aussi un principe, mais il implique la reconnaissance réciproque de cette liberté, autrement dit l'existence d'un espace public commun dont la laïcité est garante. Sur ces trois points, des questions restent ou-

vertes probablement, à éclairer face à des questions concrètes : le financement de l'enseignement privé, la question du foulard, le contenu des programmes scolaires..., l'expérience des « accommodements raisonnables » chers aux Québécois, mais il ne devrait pas y avoir entre nous de désaccords de principe. Quant à la quatrième liberté, que tu cites en premier, « celle de ne plus vivre dans la peur », elle

affirme une belle ambition. Nous la partageons sans problème. Mais il s'agit précisément de savoir comment supprimer les raisons de la peur, les misères sociales et psychiques dont elle se nourrit. Ce qui nous ramène à la question du projet et de la stratégie nécessaires pour changer un monde qui est parti pour mal finir.

En espérant que ces remarques, que je te

remercie sincèrement d'avoir provoquées, contribueront à dissiper certains malentendus, à préciser certains problèmes, et à engager une discussion féconde,

Fraternellement  
Daniel Bensaïd

Paris,  
le 14 avril 2008